



**PRÉFET
DE L'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 27/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDRO EXTRUSION Lucé2

42 Rue de la Beauce
BP 89
28110 Lucé

Références : IC230054 – VAT20230098
Code AIOT : 0010000242
VAT20230098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé2 implanté 8 Rue Maurice Violette 28110 LUCE. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION Lucé2
- 8 Rue Maurice Violette 28110 LUCE
- Code AIOT : 0010000242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement HYDRO EXTRUSION dit Lucé 2 est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 1983 à poursuivre ses activités industrielles et à exercer celles de l'atelier de peintures n° 2 dans l'enceinte de son usine.

La principale activité exercée est visée par la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées ; traitement de surface pour un volume de 325 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'arrêté de mise en demeure du 26 septembre 2017
- suites de l'inspection précédente du 23 septembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.8	NC1* VI 23/09/2021	Lettre de suite préfectorale	45 jours
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.3	NC2* VI 23/09/2021 Point 1 de l'article 1er de l'APMD du 26/09/2017	Lettre de suite préfectorale	45 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	NC3* VI 23/09/2021 Point 2 de l'article 1er de l'APMD du 26/09/2017	Sans objet
4	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 06/03/2008, article 2	NC5* VI 23/09/2021	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22 > II.	NC8 VI 23/09/2021	Sans objet
6	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	NC9* VI 23/09/2021	Sans objet
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.	NC10 VI 23/09/2021	Sans objet
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22 > I.	NC11 VI 23/09/2021	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque d'incendie et le risque de pollution en cas d'accident sont des enjeux principaux de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1* VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, rampes fixes, tas de sable meuble avec pelles, etc. Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
Constats : La disponibilité de la ressource couvrant le besoin en eau d'extinction en cas d'incendie ainsi que la capacité de rétention des eaux sur le site ne sont pas démontrées.
Observations : NC1* VI 23/09/2021 : L'exploitant ne peut pas justifier si les moyens de secours contre l'incendie sont appropriés. Le calcul des besoins en eau d'extinction incendie et en rétention devra pouvoir être présenté (calculs D9 et D9A). L'exploitant présente les calculs de dimensionnement de besoin en eau d'extinction et de rétention de ces eaux en cas d'incendie. Le calcul D9 indique un besoin en eau de 660 m ³ /h. Le besoin en confinement D9A est de 1320 m ³ . L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose des ressources en eau et de la capacité de rétention précitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 45 jours

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2* VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent.
Constats : L'installation électrique n'est pas maintenue en bon état.
Observations : NC2* VI 23/09/2021 : Les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état. Le rapport de contrôle de l'installation électrique Q18 relève des anomalies récurrentes. Ce point fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/09/2017 : "La société SAPA PROFILES NORD OUEST dont le siège social se situe 42 rue de Beauce – 28110 Lucé, exploitant une activité de fabrication de profilés en aluminium, au sein de son établissement situé 8 rue Maurice Violette à Lucé, appelée « Lucé 2 », est mise en demeure de mettre en conformité l'installation électrique de l'établissement, conformément à l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 1983, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté." L'exploitant présente le rapport de vérification partielle des installation électrique du 05/09/2022. Le rapport relève 6 observations récurrentes et 2 nouvelles observations. L'inspection constate la réduction conséquente des observations récurrentes depuis 2019 : 2019 - 206 observations récurrentes 2020 - 68 observations récurrentes 2021 - 15 observations récurrentes 2022 - 6 observations récurrentes Par courriel du 9 janvier 2023, l'exploitant a transmis un compte-rendu Q18 de l'APAVE déclarant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion sur les installations examinées lors de la vérification partielle. L'exploitant précise que la révision de la cellule HTA du TGBT 11 d'un montant de 26 265 € est prévue en semaine 8 de 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 45 jours

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : NC3* VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : NC3* VI 23/09/2021 : L'installation des protections contre la foudre n'a pas fait l'objet d'une vérification complète. Des équipements sont conformes, d'autres non installés. L'exploitant présente le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisé le 13 octobre 2021 par l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2008, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : NC5* VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : Concernant les émissions de polluants aqueux, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes : [concentrations prévues par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/03/2008]
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : NC5* VI 23/09/2021 : Les rejets aqueux en azote global et en nitrites sont non-conformes. L'exploitant présente un rapport d'analyses d'eau réalisé par la société SYPAC en 2022 : la concentration en azote global est de 7,5 mg/l pour une valeur limite d'émission fixée à 10 mg/l la concentration en nitrites est de 1,25 mg/l pour une valeur limite d'émission fixée à 2 mg/l
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : NC8 VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : NC8 VI 23/09/2021 : Les vérifications à effectuer avant la reprise ou l'arrêt de l'installation ne sont pas consignées dans un document prévu à cet effet. L'exploitant présente les fiches portant consignes de mise en sécurité du site et instructions de redémarrage en cas d'arrêt (check-list).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : NC9* VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : NC9* VI 23/09/2021 : Les trappes de désenfumage ne sont pas toutes maintenues en bon état de fonctionnement. L'exploitant présente de rapport de vérification du 5 avril 2022 des trappes de désenfumage qui conclut au bon fonctionnement de celles-ci
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : NC10 VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : NC10 VI 23/09/2021 : Présence de dépôts blanchâtres dans la rétention des cuves d'acide sulfurique. L'inspection ne constate pas de présence de traces dans la rétention des cuves d'acide sulfurique. La rétention est vide et dispose de sa pleine capacité de confinement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : NC11 VI du 23/09/2021
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment l'obligation d'informer l'inspection des installations classées, en cas d'accident.
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : NC11 VI 23/09/2021 : L'exploitant n'a pas déclaré l'incident survenu début 2021 : dépotage de soude dans la cuve d'acide sulfurique. Transmettre un rapport d'incident et indiquer les mesures prises suite à l'incident pour éviter qu'il ne se reproduise. L'exploitant a transmis la fiche d'analyse BARPI relative à l'incident de dépotage. L'exploitant présente la procédure - DEPOTAGE CHIMIQUE sous sa version 4 qui indique que la mesure prise pour éviter le dépotage de soude ou d'acide sulfurique n'est possible qu'après déverrouillage d'un cadenas par un référent (chef de d'atelier ou son suppléant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet